

Marxisme

Les pays d'Europe continentale sont tombés dans « la trappe des réformes »

CHRONIQUE DE L'ÉCONOMIE

PAS DE RÉFORMES sans croissance, pas de croissance sans réformes : la France, l'Allemagne, l'Italie se sont enfermées dans un piège. Les hommes politiques refusent d'engager des réformes douloureuses sans le minimum de liant qu'apporte la croissance. Elle seule permet de dédommager les perdants et de ne pas se rendre (trop) impopulaire. Mais les économistes inversent les facteurs et disent : sans les réformes qui augmentent la compétitivité du pays, vous n'aurez plus jamais de croissance forte et vous serez conjoncturels. Il vous faut agir.

Attendre, fut la réponse de Jacques Chirac. Il avait bâti son programme sur un taux de croissance annuelle de 3 % durant son quinquennat. Comme la conjoncture s'est retournée après l'explosion de la bulle Internet aux Etats-Unis, l'expansion s'est réduite à 1,1 % en 2002, puis 0,5 % en 2003, avant de remonter un peu en 2004, à 2,3 %, et de repiquer du nez cette année à 1,4 % (prévision de l'OCDE). En 2006, elle ne serait que de 2 %. Bref, le 3 % qu'attendait le président français pour faciliter les réformes semble devenu inatteignable.

L'ENJEU EST PLUS VASTE

Pourquoi ? Comme on parle de la « trappe de la pauvreté » qui enferme les RMistes dans l'inactivité parce que la reprise d'un travail peu payé serait désavantageuse par rapport à leur situation d'assisté, on peut dire que les gouvernements d'Europe continentale sont dans « une trappe des réformes » : pour n'avoir pas engagé les changements nécessaires, ils ont affaibli le dynamisme de l'économie européenne qui, désormais, rate tous les trains de la reprise mondiale. La croissance, qu'ils espéraient pour agir, ne viendra sans doute plus.

Les « réformes » en question ne

se résument pas à la caricature paralysante qu'on en fait en France autour de la « remise en cause du modèle social ». L'enjeu est beaucoup plus vaste. Que ne l'a-t-on expliqué au néophyte et crédule Dominique de Villepin, dont le plan contre le chômage annoncé cette semaine s'est inexplicablement limité à cet étroit volet...

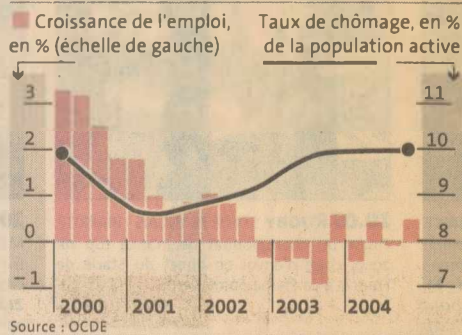
LES EFFORTS À FAIRE

Il s'agit plus largement d'augmenter le dynamisme des économies européennes pour faire face d'une part au vieillissement de la population et d'autre part à la compétition mondiale de l'Amérique et de l'Asie. La liste des efforts à faire comprend une relance de la recherche et développement pour prendre une meilleure place dans l'économie du savoir du XXI^e siècle, un meilleur fonctionnement des marchés européens pour abaisser les prix par la concurrence et, en effet, des modifications du marché du travail pour augmenter le taux d'emploi. Cette liste est connue depuis le sommet de Lisbonne et ses objectifs ne font l'objet d'aucune véritable contestation.

Mais les gouvernements européens n'ont guère avancé dans la mise en œuvre. En France, Jean-Pierre Raffarin ne s'est attaqué qu'à une seule réforme, celle des retraites, dont il a résolu un tiers du problème. En Allemagne, le chancelier a attendu 2004 pour agir. En Italie, le discours remplace l'action.

Cet immobilisme se paie aujourd'hui. Non seulement le « potentiel » de la zone euro est affaibli, mais de surcroît son économie est devenue moins « résiliente », comme le constate Jean-Philippe Cotis, le chef économiste de l'OCDE, c'est-à-dire moins résistante aux chocs américains. Les pays d'Euro-

UN MARCHÉ DU TRAVAIL ÉTRIQUÉ



pe continentale sont structurellement faibles et conjoncturellement fragiles. Depuis 2000, les reprises avortent et les performances sont systématiquement décevantes. La croissance n'atteindra que 1,2 % cette année. Le trio France-Allemagne-Italie avance à une vitesse inférieure de 3 points à la moyenne de l'économie mondiale. La Grande-Bretagne, l'Espagne ou les pays scandinaves profitent beaucoup plus des vents portants qui soufflent d'Amérique.

L'Italie est aujourd'hui en récession, minée par une hausse incontrôlée de ses coûts entraînant une perte massive de compétitivité. L'Allemagne a, au contraire, recouvré sa compétitivité, et ses exporta-

tions explosent. Mais ce fut fait en serrant les salaires, ce qui a déprimé la consommation. La France, dont l'Allemagne est le premier client, en subit le contre-choc : elle voit ses exportations stagner et ne bénéficie plus que d'une miraculeuse bonne consommation, les ménages tirant sur leur épargne.

L'IMMOBILISME EUROPÉEN

Dans ce contexte où chaque pays souffre à la fois de ses propres faiblesses et de celles des autres, l'avenir s'annonce mal. Le chômage pèse sur le moral et fait pression sur les salaires, qui sont à la baisse depuis un an en Allemagne et en Italie.

Nous sommes entrés dans une spirale négative avec un risque non négligeable, que la crise constitutionnelle encourage encore l'épargne et assèche l'investissement. En outre, si le dollar a repris un peu de couleur, une chute brutale paraît tous les jours plus probable puisque les Etats-Unis ne font rien pour ralentir leur train de vie et que leur déficit extérieur continue de se creuser. En cas de krach du billet vert, toute la zone euro partirait sans doute dans la récession.

Et voilà la politique macroéconomique européenne plongée dans

un drame : comment engager aujourd'hui des réformes de l'offre (agir sur le dynamisme) quand l'Europe commence à souffrir d'une demande insuffisante (les salaires et la consommation) ? La trappe des réformes s'est refermée.

La plus grave conséquence de l'immobilisme européen est qu'avec une croissance potentielle tombée de 2,25 % il y a dix ans autour de 1,5 % aujourd'hui, les pays de la zone euro ne seront plus capables de financer leur système social du fait du simple vieillissement de la population, qui va augmenter les retraites et les dépenses de santé. La date est calculable : tout va exploser vers 2015.

Voilà donc en fine le beau résultat d'un Jacques Chirac et de ses amis : pour avoir refusé d'engager les réformes au nom de la défense du « modèle social » européen, les gouvernements ont creusé sa tombe !

« Les citoyens européens ne sont pas assez prévenus de l'urgence et de l'échelle des défis qui nous font face, déplorait Wim Kok, l'ancien premier ministre néerlandais, lors du Munich Economic Summit qui s'est tenu cette fin de semaine. L'Europe risque aujourd'hui d'entrer dans une phase de stagnation. »

Eric le Boucher

DANS NOTRE
PROCHAINE ÉDITION

Le Monde
ÉCONOMIE

France : la tentation du protectionnisme

QUELLE POSITION défendra Jacques Chirac lors du Conseil de l'Union des 16 et 17 juin alors que son premier ministre prône la « préférence européenne » et la priorité à l'emploi national ?

EMPLOI

Spécial conseil-audit

LES ÉTUDES menant au diplôme d'expert-comptable et à la profession de commissaire aux comptes vont être remaniées.

Chômage : 67 % des Français estiment efficace la simplification de l'acte d'embauche, grâce à la création d'un chèque emploi, pour lutter contre le chômage, selon un sondage IFOP pour *Dimanche Ouest France*. Ils sont 32 % à penser le contraire. En revanche, concernant la mise en place dans les très petites entreprises du contrat de nouvelle embauche prévoyant une période d'essai de deux ans, 53 % des personnes interrogées considèrent la proposition comme pas efficace, contre 46 % qui la jugent efficace. - (AFP.)

Sérénité à l'état pur

3 ANS
GARANTIE
100 000 KM 2